

## **Annexe 2 bis**

### 1.1.1.1.1. O1911 Soutien à la préparation de stratégies locales de développement

Sous-mesure:

- 19.1 - Soutien préparatoire

#### 1.1.1.1.1.1. Description du type d'opération

Renforcement de la capacité d'ingénierie locale, l'information et la mise en réseau du partenariat local afin de préparer, de définir et de mettre en œuvre la stratégie de développement local ; l'aide préparatoire doit ainsi aider le territoire à identifier ~~la~~sa stratégie du GAL. Le soutien concerne les opérations :

- Animation du partenariat local pour participation active à l'élaboration de la stratégie du Elaboration de la stratégie du GAL et préfiguration de l'animation

~~Cette sous-mesure permet de soutenir les territoires dans la définition d'une stratégie locale de développement (SLD) pour candidater à l'appel à projet LEADER.~~

~~Il s'agit de renforcer les capacités des territoires candidats pour réaliser le diagnostic du territoire, élaborer la SLD, renforcer le partenariat local et la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations, élaborer leur candidature LEADER.~~

-

**Commenté [JM1]:** Pour permettre au territoire Leader d'établir les plans d'actions et les interventions attendues pour animer la stratégie

#### 1.1.1.1.1.2. Type de soutien

Type de soutien: Subventions

Subvention

#### 1.1.1.1.1.3. Liens vers d'autres actes législatifs

Articles 32 à 35 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 (principe de Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) qui se base sur l'approche LEADER).

Articles 42 à 44 du Règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 (modalités de mise en œuvre de l'approche LEADER : Groupe d'Action Locale (GAL), aide préparatoire, activités de coopération, frais de fonctionnement et d'animation).

Articles 65 à 71 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 (éligibilité des dépenses et pérennité).

Règlement (UE) n°2020/2220 du 23 décembre 2020, dont son article 4 (Développement local

**Commenté [JS2]:** adaptation pour une future SDL portée par une approche multifonds

mené par les acteurs locaux : soutenir les coûts du renforcement des capacités et les actions préparatoires d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre future des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux, en vertu du nouveau cadre juridique.)

Réglementation des aides d'Etat (régimes d'aide d'Etat notifiés, exemptés ou de minimis).

Il y a lieu de porter une attention particulière à la nécessité d'éviter les risques de double financement des coûts de fonctionnement dans les cas des GAL qui bénéficiaient d'un soutien dans la programmation 2007-2013 et d'un soutien préparatoire pour la période 2014-2020.

Aucun territoire limousin n'ayant bénéficié de la mesure 341b sur la programmation 2007-2013 et les dépenses interne de fonctionnement n'étant pas éligibles au soutien préparatoire, il n'y a pas de risque de double financement.

-

**Commenté [JS3]:** Precision possibilité ouverte par le règlement de transition sur les démarches préparatoires des futures SDL

**Commenté [JM4]:** Plus d'actualité

#### 1.1.1.1.4. Bénéficiaires

Associations, EPCI, syndicat mixte. Toute structure publique ou privée candidate pour être porteuse d'un GAL Leader sur la période 2014-2020.

**Commenté [JM5]:** Type de structure éligible en termes de statut juridique

#### 1.1.1.1.5. Coûts admissibles

- Frais de fonctionnement des structures candidates directement liés à la préparation de la SDL ;
  - Frais pour porter des actions d'information et de formation en direction des acteurs locaux dans la perspective de la candidature (par exemple, échanges de pratiques, visites) ;
  - Prestations externes ;
  - Coûts indirects de selon un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles conformément à l'article 68-1 b du règlement 1303/2013) ;
  - Les dépenses éligibles sont :
    - des actions d'information et de formation en direction des acteurs locaux dans la perspective de la candidature à l'appel à projet LEADER (par exemple, échanges de pratiques, visites) ;
    - des études et diagnostics sur le territoire concerné, en vue de l'élaboration de la SLD (par exemple, études de faisabilité pour quelques projets envisagés) ;
    - des prestations externes pour l'élaboration de la stratégie locale de développement.
- Les dépenses internes de fonctionnement du GAL ne sont pas éligibles au soutien préparatoire.

-

**Commenté [JM6]:** Non nécessaire

#### 1.1.1.1.6. Conditions d'admissibilité

- Répondre à l'appel à candidatures régional pour porter une stratégie de développement territoriale la démarche Leader sur le territoire
- Déposer un dossier de candidature complet auprès de l'AG à la date requise.

*Les dépenses sont éligibles à compter du 1er janvier 2014 (art. 65.2 du règlement (UE) n° 1303/2013) et jusqu'à la date de fin de programmation 2014-2020. Les actions prévues dans le cadre du soutien préparatoire doivent être mises en œuvre entre le 1er janvier 2014 et la date finale de sélection des GAL prévue au cahier des charges.*

*Le versement de la subvention au titre de l'opération, est conditionné au dépôt effectif d'une candidature en réponse à l'appel à candidatures LEADER 2014-2020. Des précisions sont apportées dans l'appel à candidatures LEADER 2014-2020.*

-

**Commenté [JS7]:** adaptation pour une future SDL portée par une approche multifonds

**Commenté [JM8]:** Ces éléments ne sont plus nécessaires

**Commenté [JM9]:** précisions

**Commenté [JM10]:** adaptation pour la transition

#### 1.1.1.1.7. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

*Le soutien préparatoire sera attribué sur la base d'un dossier présentant:*

- *Le territoire : périmètre et principales caractéristiques, (dont la population concernée et le niveau de fragilité économique et social du territoire concerné)*
- *Le diagnostic du territoire et les besoins*
- *La gouvernance*
- *Le partenariat public-privé*
- *Les enjeux via la (ou les) thématique(s) envisagée(s).*
- *Les dépenses prévisionnelles pour préparer la stratégie SDL (LEADER) et mise en œuvre de la stratégie via un plan d'actions et des interventions*

- *Le soutien préparatoire à LEADER est mis en œuvre par l'Autorité de Gestion, via un appel à manifestation d'intérêt lancé en avril 2014.*

*Les opérations retenues seront sélectionnées par l'Autorité de Gestion, sur la base des critères de sélection, inscrits au cahier des charges, qui permettront de préciser et de valider la cohérence et la pertinence des projets.*

*Les critères sont les suivants :*

*niveau d'expérience dans la gestion LEADER (seront privilégiés les territoires avec peu ou pas d'expérience) ;*

*« évolution » du contexte territorial (le périmètre du territoire, les acteurs impliqués dans le territoire ou la situation socio-économique du territoire ont changé) pour des territoires précédemment GAL et argumentant sur ce point : il s'agit de prioriser les territoires qui ont évolué par rapport à la programmation précédente (baisse de la richesse économique (PIB), augmentation du taux de chômage, fusion entre communes qui impliquent une reconfiguration du territoire, de nouveaux élus, de nouveaux acteurs qui ont besoin d'un soutien préparatoire pour apprendre à se connaître et à travailler ensemble ;*

*importance de la mobilisation, nature et pertinence des moyens dédiés à la préparation*

**Commenté [JM11]:** non nécessaire

**Commenté [JS12]:** adaptation pour une SDL future portée par une approche multifonds

de la candidature, en particulier pour le processus de participation des acteurs locaux à l'élaboration de la stratégie (méthode, acteurs mobilisés).

-

#### 1.1.1.1.8. Montants et taux d'aide (applicables)

Taux d'aide publique : 100% en fonction du régime d'aide d'État, et le cas échéant, de la réglementation nationale applicable.

Les maitres d'ouvrage public devront a minima respecter un taux d'autofinancement du projet sur la base de la réglementation en vigueur (Décret n° 2012-716 - Article L. 1111-10 du CGCT), et de ses futures évolutions. L'autorité de gestion demande un autofinancement minimum de 20% du maître d'ouvrage, ainsi :

- Le taux d'aide publique est de 100% lorsque le maître d'ouvrage est public (80% de FEADER et 20% d'autofinancement public) ;
- Le taux d'aide publique est de 80% lorsque le maître d'ouvrage est privé (64% de FEADER, 16% d'autres cofinancements publics et 20% d'autofinancement privé).

-

Plafond de 10 000 € de FEADER par structure bénéficiaire (il s'agit d'opérations de petite envergure).

-

**Commenté [JM13]:** Formule approuvée lors des précédentes modifications de cette section pour les TO 19.2

**Commenté [JM14]:** suppression du plafond